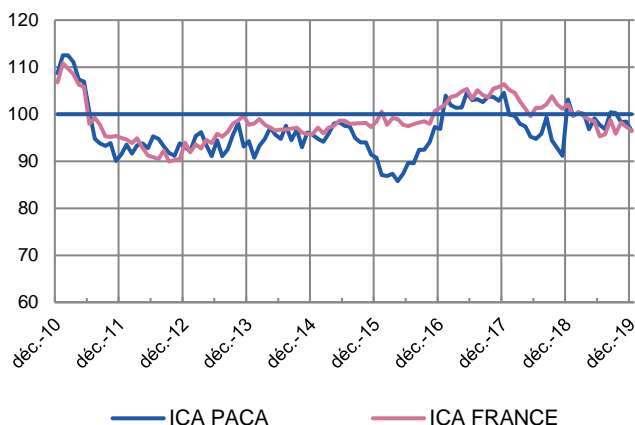


### Contexte conjoncturel

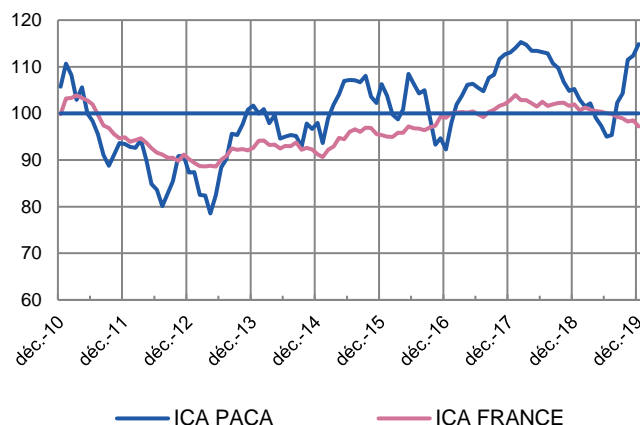
#### Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

#### Industrie



#### Services marchands



### Contexte national : une économie française résiliente face au ralentissement international

Comme l'année précédente, l'économie française a souffert en 2019 d'un contexte défavorable au niveau international, marqué par une montée des tensions commerciales. Selon le [FMI](#), la croissance économique mondiale n'atteindrait que 2,9% en 2019, contre 3,6% en 2018. **Toutefois, l'année 2019 devrait marquer un point bas dans le cycle international** : la croissance mondiale remonterait à 3,3% en 2020. De fait, certains indicateurs avancés, tels que les indices PMI, s'inscrivaient en hausse en fin d'année dans les pays avancés comme dans les émergents.

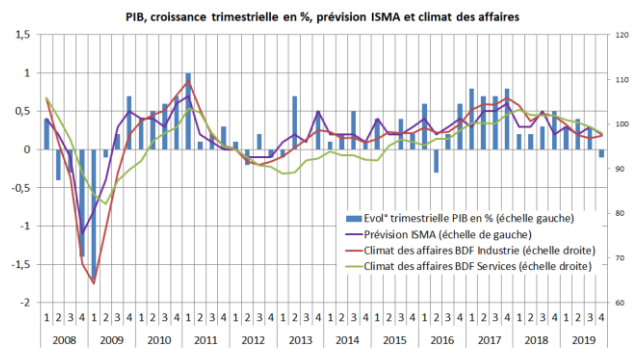
En France, l'indicateur du climat des affaires dans l'industrie de la Banque de France s'est dégradé au premier semestre, à 95 en juin 2019 contre 102 en décembre 2018, mais s'est repris au second semestre, pour s'établir à 97 en décembre. L'activité a marqué le pas dans les services, avec un indicateur du climat des affaires à 97 en décembre contre 102 fin 2018, mais la conjoncture est restée plus favorable dans le bâtiment, avec un indicateur du climat des affaires à 105 fin 2019 contre 104 fin 2018.

Au final, la croissance du PIB de la France a atteint 1,2% en 2019, après 1,7% l'année précédente. Malgré ce fléchissement, avec en particulier une baisse inattendue du PIB au quatrième trimestre (-0,1%), l'économie française s'est montrée dans l'ensemble plutôt résiliente et affiche sur l'année une meilleure performance que des pays tels que l'Allemagne (+0,6% de croissance du PIB en 2019) ou l'Italie (+0,2). En effet, si l'environnement international a été moins porteur, la demande intérieure française s'est en revanche montrée particulièrement robuste, soutenue notamment par des conditions de financement favorables et par les mesures budgétaires mises en place depuis la fin 2018. La consommation des ménages s'est ainsi accrue de 1,2% en 2019 contre 0,9% en 2018, alors que l'investissement a augmenté de 3,6% contre 2,8% l'année précédente.

Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2019, la croissance du PIB fléchirait de nouveau légèrement en 2020, à 1,1%, avant de se redresser à 1,3% en 2021 et 2022. Dans le même temps, l'inflation ralentirait à 1,1% en 2020 puis se redresserait à 1,3% en 2021 et 1,4% en 2022.

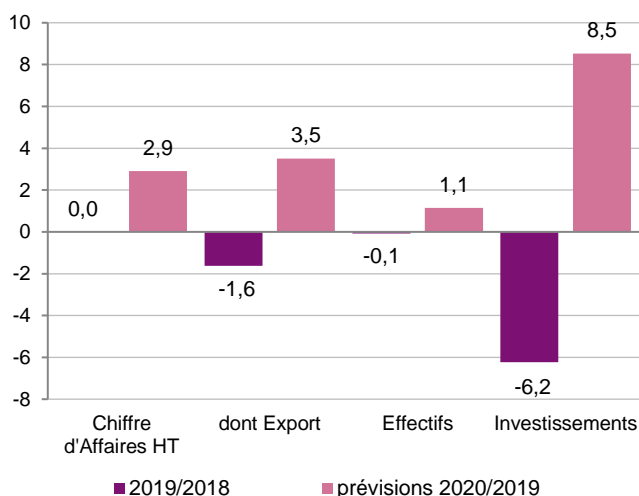
Le taux de chômage continuerait de décroître progressivement, de 8,5% en 2019 à 8,0% en 2022.

La France et la zone euro ont encore bénéficié en 2019 d'un soutien substantiel de la politique monétaire qui a permis de maintenir des conditions de financement favorables pour l'ensemble des secteurs.



Source : Banque de France (DGSEI)

**Industrie** (variations en pourcentage)

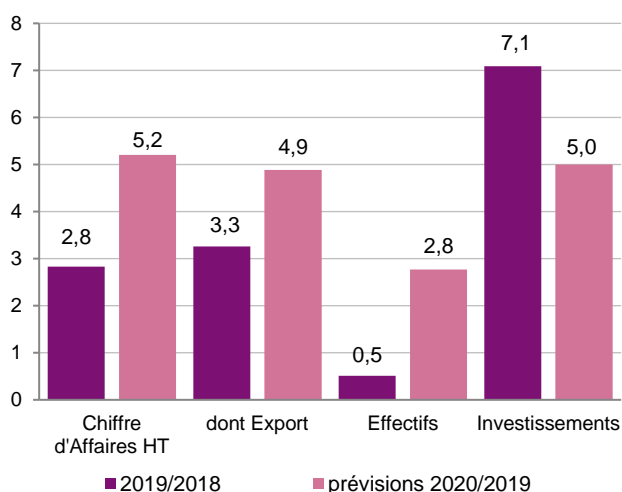


En 2019, l'activité se stabilise en dépit des évolutions contrastées selon les secteurs. Si, dans un environnement économique international incertain, les exportations sont en repli, le marché national apparaît toutefois plus résilient. En 2020, les prévisions d'activité, y compris sur les marchés internationaux, semblent plus favorables et devraient progresser sur un rythme plus soutenu.

L'emploi affiche une légère baisse en 2019. Une progression est anticipée en 2020.

Comme prévu, les dépenses d'investissement sont en baisse en 2019 et sont prioritairement affectées sur des programmes liés à la modernisation de l'outil productif. Un rebond des dépenses est attendu en 2020.

**Services** (variations en pourcentage)



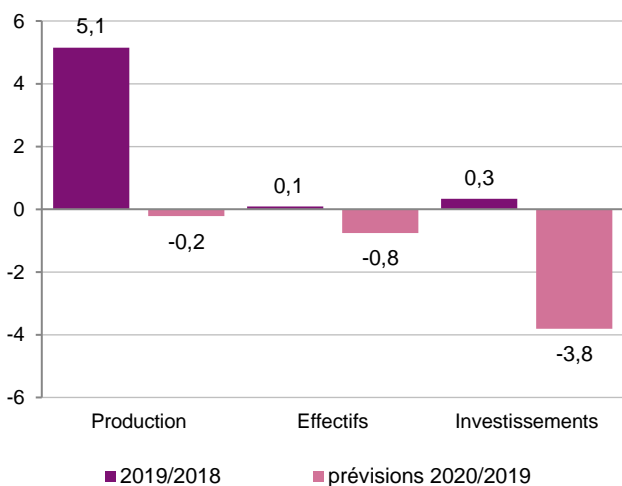
Les transactions progressent en 2019 mais sur un rythme plus faible que les années précédentes. En 2020, l'activité devrait s'accroître plus nettement dans toutes les composantes.

Les courants d'affaires à l'exportation ont encore évolué positivement en 2019. En 2020, l'amélioration se confirme et se renforce.

En 2019, l'emploi a peu évolué. En 2020, la situation devrait s'améliorer.

En 2019, les dépenses d'investissement se sont inscrites en hausse, notamment dans les activités de transport. En 2020, cette tendance se poursuivrait.

**Construction** (variations en pourcentage)



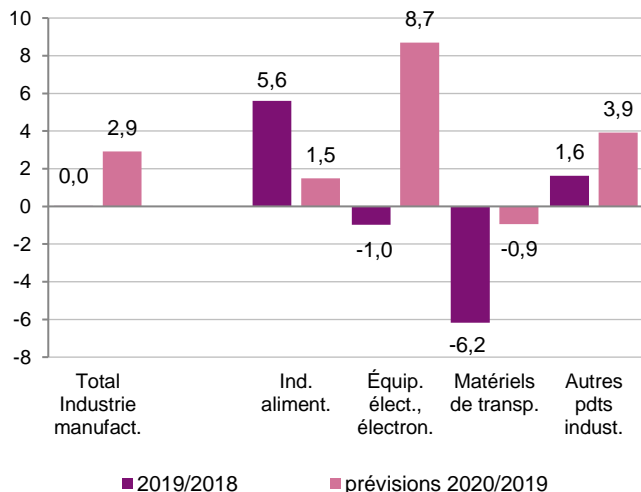
Sous l'effet d'un renforcement de la commande publique et privée, la production a progressé en 2019. Cette tendance est observée principalement dans les travaux publics et dans une moindre mesure dans le bâtiment. En 2020, les anticipations des professionnels sont plus mesurées avec une stabilisation de l'activité.

En 2019, les effectifs se sont faiblement renforcés. En 2020, l'emploi devrait s'éroder.

Les dépenses d'investissement se sont stabilisées en 2019. Une baisse est anticipée en 2020.

**Le chiffre d'affaires**

Évolution du chiffre d'affaires 2019/2018 (en pourcentage)



*Les chiffres d'affaires n'enregistrent pas d'évolution en 2019.*

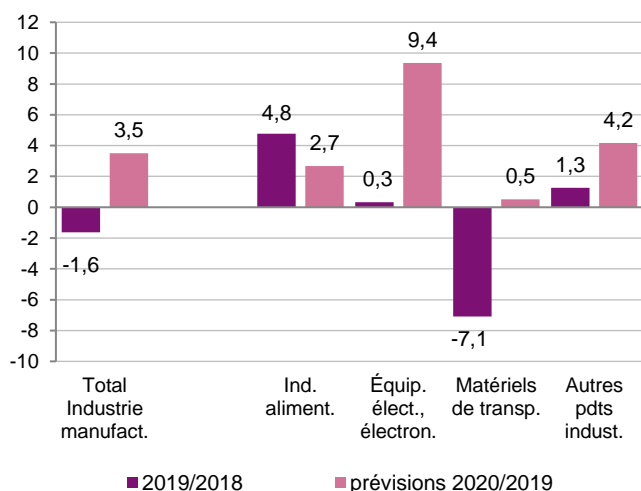
Dans un contexte international plus incertain, l'activité est apparue moins dynamique qu'en 2018 et s'est stabilisée.

Seuls les secteurs de l'agroalimentaire et, dans une moindre mesure, des autres produits industriels sont en progression. Un repli est observé dans les fabrications de matériel de transport et de composants électroniques.

*Les prévisions tablent sur un rebond de l'activité en 2020.*

**Les exportations**

Évolution des exportations 2019/2018 (en pourcentage)



*Les échanges internationaux marquent le pas et sont en baisse.*

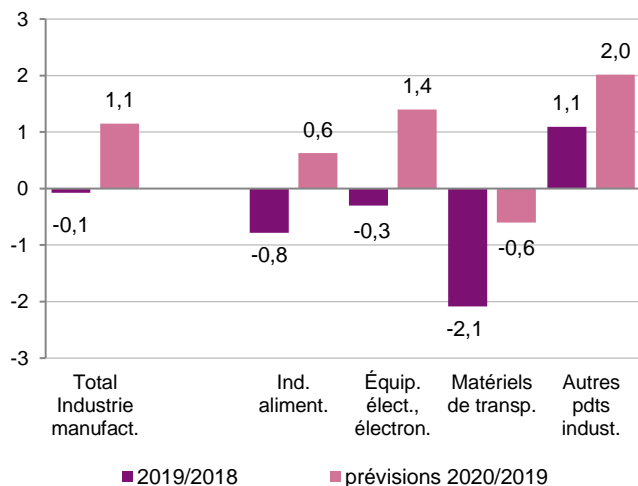
Dans un contexte international défavorable, marqué par une montée des tensions commerciales, l'industrie enregistre un ralentissement de l'activité à l'exportation.

Si seul le secteur de la fabrication de matériels de transport est en retrait, les autres filières enregistrent néanmoins des échanges beaucoup moins actifs que les années précédentes. Cette tendance est perceptible dans les filières des composants électroniques et des autres produits industriels.

*En 2020, une amélioration est anticipée dans l'ensemble des filières.*

**Les effectifs (y compris intérimaires)**

Évolution des effectifs 2019/2018 (en pourcentage)



**La situation de l'emploi enregistre un tassement.**

L'ajustement des effectifs s'explique majoritairement par un moindre recours à la main d'œuvre intérimaire.

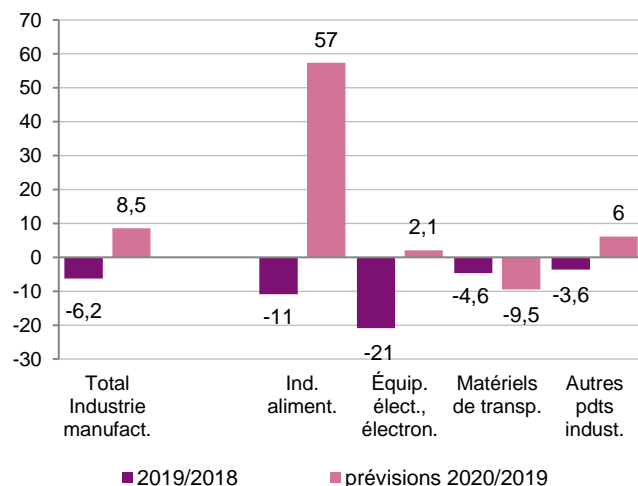
Dans l'industrie agroalimentaire et la fabrication de matériels de transport, des restructurations ou des départs naturels ont concouru à l'érosion dans ces secteurs.

La croissance d'activité dans les autres produits industriels s'est traduite par un renforcement de l'emploi.

**Une progression plus marquée des effectifs interviendrait en 2020.**

**Les investissements**

Évolution des investissements 2019/2018 (en pourcentage)



**Comme anticipé, les dépenses d'investissement se sont inscrites en recul.**

Après la forte hausse des dépenses en 2018, une baisse des budgets est observée, plus particulièrement dans les investissements liés à l'équipement, alors que ceux affectés à l'immobilier progressent.

Si les dépenses engagées sont en retrait, ce sont les filières de l'agroalimentaire et de la fabrication de composants électriques et électroniques qui enregistrent le plus fort recul.

Au global, les investissements réalisés l'ont été majoritairement dans la modernisation et la mise aux normes des installations.

**Une reprise des programmes d'investissement est anticipée en 2020 aussi bien dans les équipements que dans l'immobilier.**

**Bilan 2019/2018** (variations en pourcentage)

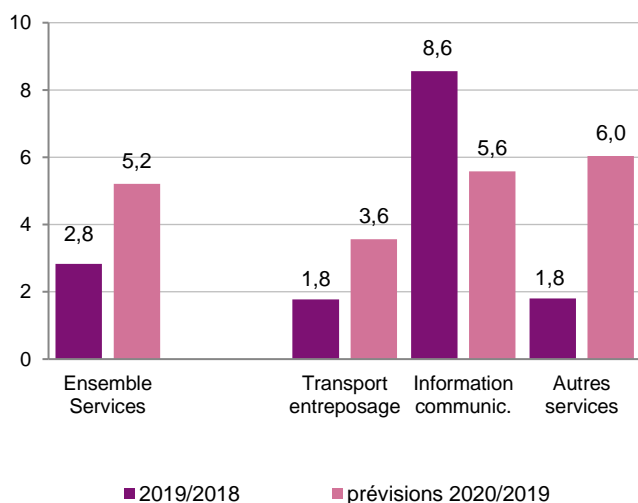
	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
<b>Évolution 2019/2018</b>				
Industrie alimentaire	5,6	4,8	-0,8	-11
Équipement électriques, électroniques	-1,0	0,3	-0,3	-21
Matériels de transport	-6,2	-7,1	-2,1	-4,6
Autres produits industriels	1,6	1,3	1,1	-3,6
<b>Total industrie manufacturière</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>-6,2</b>

**Prévisions 2020/2019** (variations en pourcentage)

	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
<b>Prévisions 2020/2019</b>				
Industrie alimentaire	1,5	2,7	0,6	57
Équipement électriques, électroniques	8,7	9,4	1,4	2,1
Matériels de transport	-0,9	0,5	-0,6	-9,5
Autres produits industriels	3,9	4,2	2,0	6,1
<b>Total industrie manufacturière</b>	<b>2,9</b>	<b>3,5</b>	<b>1,1</b>	<b>8,5</b>

**Le chiffre d'affaires**

Évolution du chiffre d'affaires 2019/2018 (en pourcentage)



*L'activité est restée bien orientée en 2019.*

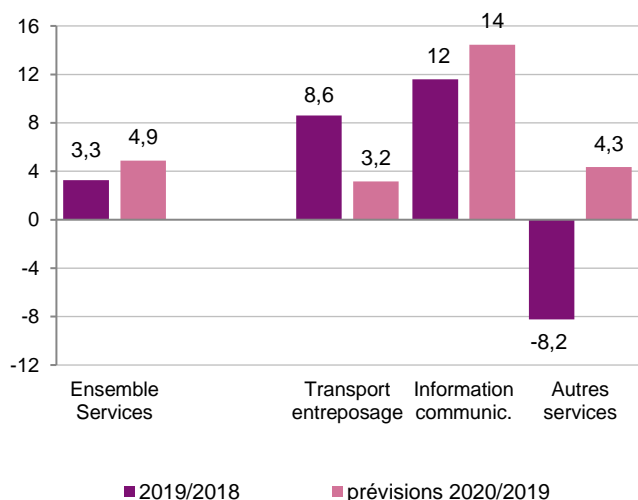
À la faveur d'une demande intérieure mieux orientée notamment sur le second semestre, la hausse des chiffres d'affaires est soutenue majoritairement par le secteur de la communication.

Une faible évolution est observée dans les transports et dans les activités de service administratif.

*Une progression plus marquée des chiffres d'affaires est attendue pour 2020.*

**Les exportations**

Évolution des exportations 2019/2018 (en pourcentage)



*En 2019, les exportations ont évolué favorablement.*

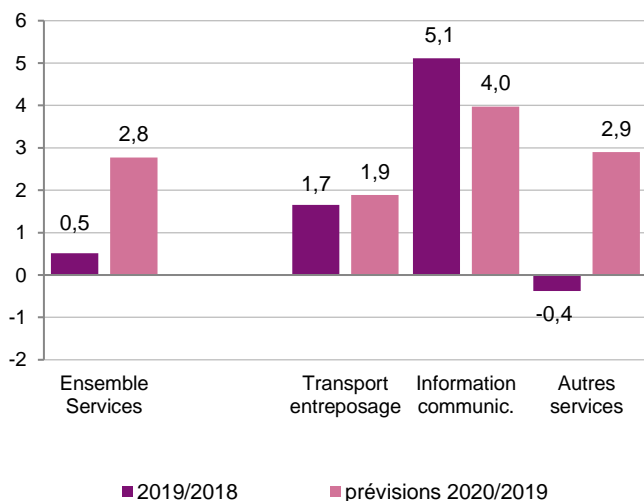
La demande internationale s'est accrue notamment dans les filières du transport et de la communication.

A l'inverse, un recul est observé dans les filières de la recherche, de l'ingénierie et de la maintenance industrielle.

*Le rythme des échanges devrait continuer de croître en 2020.*

**Les effectifs (y compris intérimaires)**

**Évolution des effectifs 2019/2018 (en pourcentage)**



**L'évolution des effectifs marque le pas en 2019.**

Le développement de l'activité du secteur de la communication s'est accompagné de recrutements ciblés.

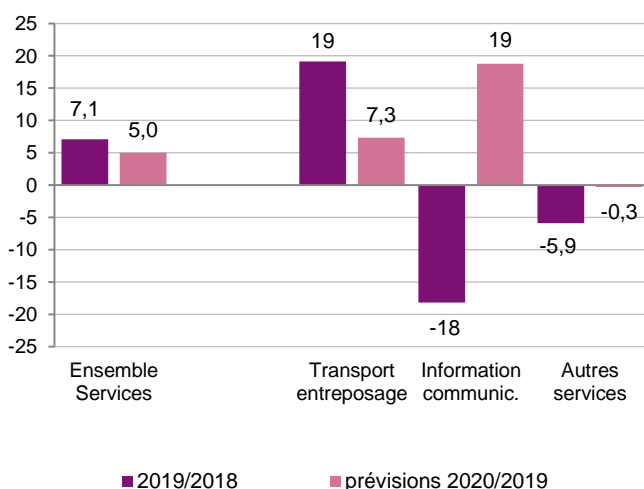
La situation de l'emploi a légèrement progressé dans le domaine du transport.

En revanche, le non remplacement de départs explique l'érosion des effectifs dans les autres services.

**En 2020, la situation de l'emploi devrait s'améliorer.**

**Les investissements**

**Évolution des investissements 2019/2018 (en pourcentage)**



**Les programmes d'investissement se sont amplifiés en 2019.**

Les dépenses engagées dans l'accroissement du parc de véhicules ou son remplacement et les investissements liés aux infrastructures sont restés très dynamiques dans le secteur du transport.

En revanche, une révision à la baisse est observée dans le secteur de la communication et des autres services.

**Le volume des dépenses globales devrait progresser en 2020.**

**Bilan 2019/2018** (variations en pourcentage)

	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
<b>Évolution 2019/2018</b>				
Transport entreposage	1,8	8,6	1,7	19,1
Information communication	8,6	12	5,1	-18
Autres services	1,8	-8,2	-0,4	-5,9
<b>Total services aux entreprises</b>	<b>2,8</b>	<b>3,3</b>	<b>0,5</b>	<b>7,1</b>

**Prévisions 2020/2019** (variations en pourcentage)

	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
<b>Prévisions 2020/2019</b>				
Transport entreposage	3,6	3,2	1,9	7,3
Information communication	5,6	14	4,0	19
Autres services	6,0	4,3	2,9	-0,3
<b>Total services aux entreprises</b>	<b>5,2</b>	<b>4,9</b>	<b>2,8</b>	<b>5,0</b>



**La production**

**Évolution de la production 2019/2018 (en pourcentage)**



*En 2019, la croissance de la production s'est renforcée dans tous les secteurs.*

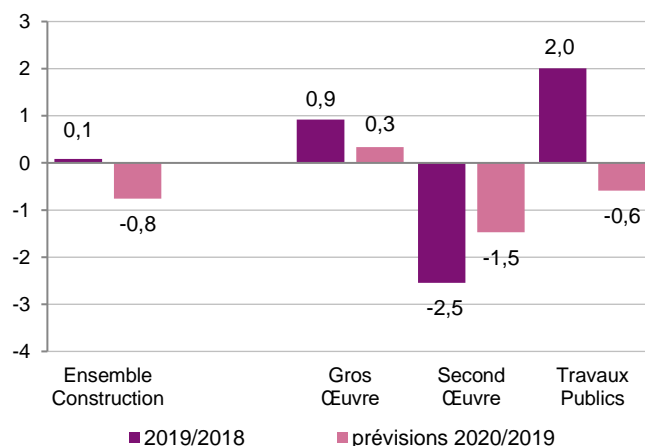
La demande privée et publique accrue a entretenu les carnets de commandes de la filière des travaux publics et, dans une moindre mesure, celle du bâtiment.

Les capacités productives de la filière du gros œuvre ont évolué favorablement, avec des chantiers recouvrant souvent deux exercices.

*En 2020, l'activité marquerait le pas.*

**Les effectifs (y compris intérimaires)**

**Évolution des effectifs 2019/2018 (en pourcentage)**



*La situation de l'emploi est restée stable en 2019.*

Les effectifs se sont renforcés majoritairement dans les travaux publics, et plus faiblement dans le gros œuvre.

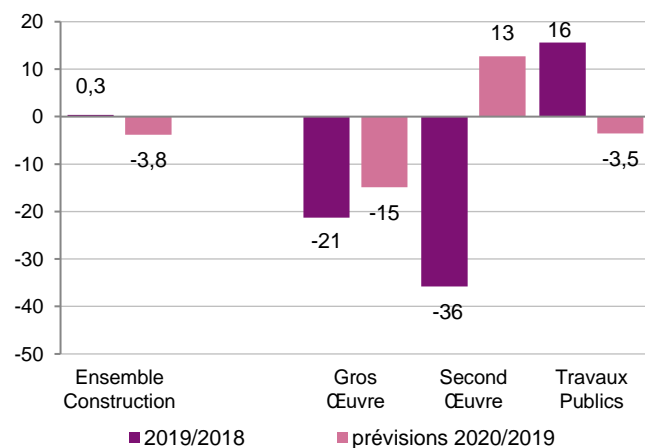
En revanche, un ajustement des effectifs à la baisse a été opéré dans le second œuvre.

De façon générale, il apparaît que les professionnels ont des difficultés à pourvoir des emplois qualifiés.

*Les effectifs devraient se contracter en 2020.*

**Les investissements**

**Évolution des investissements 2019/2018 (en pourcentage)**



*En 2019, les dépenses globales sont restées stables.*

Dans un contexte d'augmentation de la production, les investissements du secteur des travaux publics se sont inscrits en hausse.

En revanche, un ajustement à la baisse est observé dans le bâtiment.

*Un recul des investissements est attendu pour 2020.*

**Bilan 2019/2018** (*variations en pourcentage*)

	Production	Emploi (intérim inclus)	Investissements
<b>Évolution 2019/2018</b>			
Gros œuvre	2,5	0,9	-21
Second œuvre	6,3	-2,5	-36
Travaux publics	5,7	2,0	16
<b>Total construction</b>	<b>5,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>

**Prévisions 2020/2019** (*variations en pourcentage*)

	Production	Emploi (intérim inclus)	Investissements
<b>Prévisions 2020/2019</b>			
Gros œuvre	2,8	0,3	-15
Second œuvre	1,7	-1,5	13
Travaux publics	-2,7	-0,6	-3,5
<b>Total construction</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>-3,8</b>

En début d'année, les succursales de la Banque de France de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur procèdent à une enquête auprès des chefs d'entreprises et d'établissements sur les résultats de l'exercice écoulé et les perspectives de l'année en cours.

Les données collectées dans des délais rapides portent sur les éléments suivants : les effectifs au 31 décembre (y compris le personnel intérimaire), le chiffre d'affaires total hors taxes, la production totale dans la construction, les exportations, les investissements corporels, quel que soit leur mode de financement (y compris par crédit-bail).

Pour l'enquête sur l'exercice 2019, le Secrétariat régional a traité les réponses de 1 034 entreprises, soit 201 880 emplois et 36 Milliards d'euros de chiffres d'affaires.

Les résultats sont présentés par référence à la classification de la Nomenclature d'Activités Française élaborée par l'INSEE (NAF rév. 2).

### TERMINOLOGIE

Ind. aliment.	: Industries Alimentaires
Matériels de transp.	: Matériels de transport
Équip. élect.,électron.	: Équipement électrique et électronique
Autres pdts indust.	: Autres produits industriels
	<i>1. Textile-habillement chaussures</i>
	<i>2. Bois-papier imprimerie</i>
	<i>3. Industrie chimique</i>
	<i>4. Industrie pharmaceutique</i>
	<i>5. Caoutchouc, plastiques, autres produits minéraux non métalliques</i>
	<i>6. Métallurgie et fabrication produits métalliques</i>
	<i>7. Autres industries manufacturières, réparation, installation</i>
Information communic.	: Information et communication
Autres services	: Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien
	<i>1. Activités juridiques et comptables, conseil de gestion, activités des sièges sociaux</i>
	<i>2. Activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et analyses techniques</i>
	<i>3. Recherche-développement scientifique</i>
	<i>4. Publicité et études de marché</i>
	<i>5. Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités vétérinaires</i>
	<i>6. Activités de location et location-bail</i>
	<i>7. Activités liées à l'emploi</i>
	<i>8. Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes</i>
	<i>9. Enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager, autres activités de soutien</i>

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES

sur le site Internet de la Banque de France

[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr) - Rubrique "Statistiques"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

**0512-EMC-UT@banque-france.fr**

en précisant votre nom, la dénomination et l'adresse électronique de votre entreprise.